

L'opposition congolaise maintient la pression

RD CONGO L'opposant Martin Fayulu multiplie les actions

RENCONTRE

La Belgique ne peut pas abandonner le Congo, elle doit demeurer vigilante, car même si le projet de loi qui liait les prochaines élections et l'aboutissement du recensement a été retiré, rien n'est encore gagné. » Revenant d'une tournée qui l'a mené aux Etats-Unis et en France, le député congolais Martin Fayulu, considéré comme une force montante de l'opposition, animateur des « Forces acquises au changement », et fondateur de Ecide (Engagement pour la citoyenneté et le développement), a tenu à tracer quelques rétroactes de la crise qui, en janvier, a provoqué de violentes manifestations à Kinshasa et dans plusieurs autres villes du pays.

« Dois-je rappeler que, depuis les élections de 2011, la contestation est permanente ? Outre le scrutin présidentiel, nous avons mis en cause les résultats des élections législatives et réclamé en vain les procès-verbaux des scrutins... Cependant, alors que le parti de Tshisekedi décidait de demeurer en dehors des institutions, nous, nous avons décidé de travailler à l'intérieur de l'Assemblée et de mener un combat sur plusieurs terrains : les risques de balkanisation du

pays, notre opposition à une révision de la Constitution, et, bien sûr la préparation des futures élections... »

Le député constate cependant que les « concertations nationales » entre le pouvoir et l'opposition, qui se sont tenues fin 2013, n'ont abouti à rien, ni à la paix ni à la cohésion : « Le MLC (Mouvement pour la libération du Congo), fondé par Jean-Pierre Bemba, a été roulé. Plusieurs de ses membres fondateurs (Olivier Kamitatu, Thomas Luhaka, François Mwamba) ont été récupérés par le pouvoir, Bemba est toujours en prison à La Haye... »

« Cependant, à la tête des "Forces acquises au changement", nous avons maintenu la pression : de 2012 à 2013, nous avons organisé une campagne "Touche pas à l'article 220 de la Constitution" (qui aurait permis un troisième mandat de Joseph Kabila, NDLR), puis en 2014 une autre campagne sur le thème "Malu Malu dégage", exprimant notre méfiance à l'encontre du président de la Commission électorale (Ceni). Et, fin 2014, j'ai fait imprimer un million de tracts pour mener une autre campagne : "Peuple congolais réveille-toi." »

Que s'est-il passé à Kinshasa,

le 19 janvier ? « A 7 heures du matin, lorsque nous avons lancé la manifestation, nous avons constaté que la police et la garde républicaine tiraient sur nous à balles réelles, y compris à l'entrée des hôpitaux. En outre, Christopher Ngoy, l'un des organisateurs, enlevé place Victoire, a disparu durant deux semaines... »

Pour Martin Fayulu, « les pillards qui attaquent les magasins chinois n'avaient rien de spontané : comme les kulunas (bandits tuant à la machette), ils avaient été payés par le pouvoir afin de discréditer l'opposition et de permettre des arrestations ». Désormais, tous ceux qui critiquent le pouvoir ou s'y opposent sont menacés, y compris des gens qui étaient proches de Kabila, comme le député Francis Kalombo ou l'avocat katangais Jean-Claude Muyambo, considéré comme un « agent » de Moïse Katumbi, le gouverneur du Katanga, opposé lui aussi à un troisième mandat...

Martin Fayulu se dit harcelé lui aussi : « On a d'abord voulu détruire mon gagne-pain en envoyant la Division générale des impôts à mon hôtel, puis en dissuadant des clients importants de conclure des contrats à l'année. Le but est d'assécher ma source de revenus, mais le pire peut encore arriver... » ■

COLETTE BRAECKMAN